

Notes de fin

Aperçu

1. Les dernières données sur la pauvreté rurale du monde datent de 2002.
2. Banque mondiale, 1982.
3. Pour une grande partie du monde, les petits agriculteurs sont définis comme exploitant une ferme de 2 ha ou moins.
4. Hayami, 2005.
5. Pardey *et al.*, 2006.
6. La meilleure estimation de la contribution aux émissions dues au changement d'utilisation des terres (principalement la déforestation) est de 20 %, avec une fourchette probable de 10 à 30 % (Watson *et al.*, 2000).
7. Staatz & Dembele, 2007.
8. Vyas, 2007.
9. Reardon & Berdegue, 2006.

Chapitre 1

1. Définis comme vivant avec moins de 1,08 \$ par jour en dollars de la parité pouvoir d'achat de 1993 (Ravallion, Chen & Sangraula, 2007). La dernière année pour laquelle les données sur la pauvreté rurale dans le monde sont disponibles est 2002.
2. Bairoch, 1973.
3. Ravallion & Chen, 2007 ; Banque mondiale, 2007c.
4. À l'exception de l'Afrique du Sud.
5. De Ferranti *et al.*, 2005.
6. Ravallion, Chen & Sangraula, 2007.
7. Cette décomposition relève les effets indirects de l'urbanisation sur la pauvreté rurale à travers les transferts d'espèces et l'évolution des salaires ruraux par rapport à un resserrement des marchés de l'emploi ruraux (thème A). Cependant, elle suppose que tous les migrants des zones rurales vers les zones urbaines sont pauvres, ce qui semble peu probable, étant donné que les migrants sont souvent plus instruits et entrepreneurs (chapitre 9).
8. Schultz (1978), Hayami (2005) et de Gorter & Swinnen (2002) souligne, en particulier, l'importance de l'hypothèse du revenu relatif (par opposition à la pauvreté absolue) dans la compréhension de l'élaboration des politiques agricoles.
9. Delgado, Minot & Tiongco, 2005.
10. Selon des données provenant de matrices de comptabilité sociale développées pour ces pays par l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires pour le début des années 2000.
11. Ceci est appelé l'effet du « bien salarial réel » (Hsieh & Sadoulet, 2007).
12. Christiaensen & Demery, 2007 ; Ravallion, 1990.
13. Minten & Barrett, à venir.
14. Le consensus retient que l'augmentation résulte largement d'un réel accroissement de la production ghanéenne de cacao et non pas seulement d'une augmentation de la contrebande transfrontière avec la Côte-d'Ivoire due à la différence de prix.
15. Le poisson est aujourd'hui la deuxième plus grosse exportation de l'Ouganda (Kiggundu, 2006). Le Kenya est devenu le troisième plus gros exportateur mondial de fleurs.

16. Humphrey, McCulloch & Ota, 2004 ; Maertens & Swinnen, 2006.

17. Dorosh & Haggblade (2003) ; Haggblade, Hazell & Reardon, à venir. Néanmoins, leur quantification reste difficile du fait de problèmes de simultanéité. Les données de séries chronologiques de pays où l'agriculture croît rapidement reflètent l'impact de plusieurs changements simultanément. Peu de données de panel sont disponibles et elles produisent des résultats équivoques. La plupart des tentatives de quantification des liens de la croissance agricole s'appuient donc sur des simulations effectuées avec des modèles, qui recourent inévitablement à de fortes suppositions comportementales.

18. Diao *et al.*, 2003.

19. Plusieurs analystes éminents ont argué que la Corée est un exemple clair de pays qui n'a pas investi dans l'accroissement de sa productivité agricole avant de démarrer une industrialisation rapide (Amsden, 1989 ; Ban, Moon & Perkins, 1980). Cette interprétation se base sur la croissance fulgurante de la Corée du Sud au sortir de la guerre, qui fut, dans une large mesure, le résultat de l'industrialisation rapide. Toutefois, une analyse prudente montre que celle-ci a été précédée, durant la première moitié du 20^e siècle, d'investissements massifs dans l'infrastructure rurale (principalement les routes), l'irrigation, les engrais et des variétés de semences à haut rendement, générant d'importantes conditions préalables qui ont contribué au décollage de l'industrie par la suite (Kang & Ramachandran, 1999).

20. Datt & Ravallion, 1998b ; Fan, 1991 ; Rosegrant & Hazell, 2001 ; Timmer, 2002.

21. Diao *et al.*, 2003.

22. <http://iresearch.worldbank.org/PovcalNet/jsp/index.jsp>.

23. En fonction des seuils de pauvreté définis dans chaque pays (Warr, 2001).

24. Le *hukou*, ou système d'enregistrement des ménages, s'est progressivement relâché ces dernières années.

25. Fields, 2005 ; Karp, 2007b.

26. McCulloch, Weisbrod & Timmer, 2007 ; Ravallion & Chen, 2007.

27. Dong, 2006 ; Mellor, 1999.

28. Wang *et al.*, 2006.

29. Ravallion & Chen, 2007.

30. Bonschab & Klump, 2006 ; van de Walle & Cratty, 2004.

31. Ravallion & Datt, 1996 ; Suryahadi, Suryadarma & Sumarto, 2006 ; Warr, 2001.

32. Ravallion & Datt, 2002.

33. Haggblade, Hazell & Reardon, à venir.

34. Ravallion, 2005.

35. Foster & Rosenzweig, 2004.

36. Hayami, 1998.

37. de Janvry, Sadoulet & Nong, 2007. Voir Amsden (1991), Hayami, Kikuchi & Marciano (1996) et Kikuchi (1998) pour des études des cas taiwanais, chinois et philippin.

38. Hossain, 2004 ; Kijima & Lanjouw, 2005.

39. Anríquez & López, 2007.

40. De Ferranti *et al.*, 2005 ; Ferreira, Leite & Litchfield, 2006 ; Figueiredo, Helfand & Levine, 2007 ; Paes de Barros, 2003.
41. Ellis, 2005 ; Maxwell, 2005.
42. Martin & Mitra, 2001.
43. Krueger, Schiff & Valdés, 1991.
44. Deininger & Okidi, 2003.
45. Fan, Zhang & Zhang, 2004.
46. Thorbecke & Wan Jr., 2004 ; Teranishi, 1997. Les niveaux d'imposition optimaux, dans les contextes où l'agriculture (ou, plus souvent, les exportations agricoles) forme la base d'imposition, et les recettes en devises sont abordés dans Banque mondiale, 2000a.
47. Alston *et al.*, 2000.
48. Inocencio *et al.*, 2005.
49. Fan & Chan-Kang, 2004.
50. En Chine, les dépenses publiques pour l'agriculture ont augmenté de 15 % par an entre 1995 et 2005, après une stagnation virtuelle au début des années 1990 (*China's 11th Five Year Plan* ; Government of India : *Commission of Planning*, 2006 ; Banque mondiale, 2004d).
51. López & Galinato, 2006.
52. Le code statistique de l'Organisation de coopération et de développement économiques/Comité d'aide au développement (OCDE/CAD) pour « agriculture » n'inclut pas « développement rural » (qui est classifié comme aide multisectorielle) ou « aide alimentaire » (une sous-catégorie l'assistance générale de programme). La tendance récente aux approches par programmes et projets multisectoriels n'est pas reflétée ici.
53. Le Système de notification des pays créanciers (SNPC) de l'OCDE mentionne les engagements et non les fonds réellement versés.
54. Ceci inclut l'Afrique subsaharienne et l'Afrique du Nord.
55. Anderson, Feder & Ganguly, 2006.
56. de Gorter & Swinnen, 2002.
57. Le seul consensus sur la sécurité alimentaire n'a toutefois pas suffi à provoquer la révolution verte. L'autobiographie de C. Subramaniam, alors ministre de l'agriculture, fait prendre conscience du degré de leadership qui a été nécessaire pour persuader les sceptiques, y compris les parlementaires, de la faisabilité de la modernisation de l'agriculture indienne basée sur la science et les technologies (Visvanathan, 2003).
58. Bates, 1981.
59. Djurfeldt, Jirstroml et Larsson (2005) soutiennent que deux croyances, parmi les élites urbaines dirigeantes, ont été décisives dans ce choix politique : (i) que les petits paysans sont réfractaires au changement et (ii) que la production de masse est supérieure. En Inde, de telles croyances étaient d'usage avant la révolution verte mais de solides incitations politiques ont été mises en œuvre pour intégrer les petits exploitants à l'effort continu d'amélioration de la production alimentaire (Swaminathan, 1993).
60. Suri, 2006.
61. Anderson, 2004.
62. Mercoiret, 2005.
63. Bates, 1981.

Thème A

1. Byerlee, Diao & Jackson, 2005.
2. Nations Unies, 2006.
3. Ravallion, Chen & Sangraula, 2007.

4. Ravallion, Chen & Sangraula, 2007.
5. Yang, 1999 ; Ravallion & Chen, 2007.
6. La contribution de la migration à la réduction de la pauvreté rurale est calculée selon un seuil de pauvreté à 2,15 \$ par jour plutôt qu'avec le seuil d'extrême pauvreté de 1,08 \$, car il n'est pas réaliste de supposer que tous les migrants sont extrêmement pauvres.
7. Les expressions, pour cette décomposition, se présentent comme suit :

Migration neutre pour la pauvreté :

$$H_t - H_{t-1} = \underbrace{S_t^r(H_t^r - H_{t-1}^r)}_{\text{Contribution rurale}} + \underbrace{S_t^u(H_t^u - H_{t-1}^u)}_{\text{Contribution urbaine}} + \underbrace{(H_{t-1}^u - H_{t-1}^r)(S_t^u - S_{t-1}^u)}_{\text{Migration villes vers campagnes}}$$

Si tous les migrants sont pauvres :

$$H_t - H_{t-1} = \underbrace{S_t^r H_t^r - S_{t-1}^r H_{t-1}^r + (S_{t-1}^r - S_t^r)}_{\text{Contribution rurale}} + \underbrace{S_{t-1}^u H_t^u - S_{t-1}^u H_{t-1}^u}_{\text{Contribution urbaine (à la population urbaine)}} + \underbrace{(S_t^u - S_{t-1}^u)(H_t^u - 1)}_{\text{Contribution urbaine (aux migrants)}}$$

où H , H^u et H^r sont, respectivement, les taux de pauvreté total, urbain et rural, S^u et S^r sont, respectivement, les proportions urbaine et rurale dans la population et où t représente le temps.

8. Renkow, 2005.

9. Il n'y a qu'en Equateur que les taux de pauvreté sont inférieurs dans les zones avec un potentiel agricole plus élevé. Au Cambodge et au Kenya, les taux de pauvreté sont très élevés partout et ne semblent pas être inférieurs dans les zones favorables. Voir Minot, Baulch et Epprecht (2003) pour le Vietnam ; Benson, Chamberlin et Rhinehart (2005) pour le Malawi ; Buys *et alii* (2007) pour les autres pays.

10. En Thaïlande, presque 50 % du total des pauvres vivent dans des zones à potentiel agricole élevé et avec un bon accès aux grandes villes et, donc, aux marchés. Une étude récente réalisée en Amérique centrale a également identifié une proportion élevée de pauvres vivant dans des zones accessibles au Guatemala et au Nicaragua (Banque mondiale, 2004e).

11. Jalan & Ravallion, 2002.

Chapitre 2

1. Wik, Pingali & Broca, 2007.

2. Ce chapitre présente les données par région de la Banque mondiale, qui peuvent par ailleurs être associées à la typologie introduite au chapitre 1 de la manière suivante : à vocation agricole : Afrique subsaharienne (SSA) ; en mutation : Asie du Sud (SA), Asie de l'Est et Pacifique (EAP) et Moyen-Orient et Afrique du Nord (MENA) ; urbanisés : Europe de l'Est et Asie centrale (ECA) et Amérique latine et Caraïbes (LAC) (voir tableau 1.1).

3. Evenson & Gollin, 2003 ; IRR, comm. pers., et CIMMYT, comm. pers.

4. FAO, 2006a.

5. Selon les études de la décomposition de la croissance agricole par Fan & Pardey (1997), Huang & Rozelle (1995), McKinsey & Evenson (2003) et Mundlak, Larson & Butzer (2004).

6. Bruinsma, 2003.

7. Ruttan, 2002 ; Timmer, 2002.

8. Mundlak, Larson & Butzer, 2004.

9. Selon les études de la décomposition de la croissance agricole par Fan & Pardey (1997), Huang & Rozelle (1995), McKinsey & Evenson (2003) et Mundlak, Larson & Butzer (2004).

10. Fan, Zhang & Zhang, 2002 ; McKinsey & Evenson, 2003 ; Rozelle *et al.*, 2003.

11. Huang & Rozelle, 1996.
12. Lusigi & Thirtle, 1997 ; Thirtle, Hadley & Townsend, 1995.
13. Binswanger, Khandker & Rosenzweig, 1993 ; Fan, Zhang & Zhang, 2002 ; Mundlak, Larson & Butzer, 2004.
14. Foster & Rosenzweig, 1996.
15. Frisvold & Ingram, 1995.
16. Fan, Zhang & Zhang, 2004.
17. Ali & Byerlee, 2002 ; Huang & Rozelle, 1995.
18. Banque mondiale, 2006r.
19. Une période de pousse fiable est définie comme étant supérieure à 150 jours.
20. Binswanger & Pingali, 1988.
21. Morris *et al.*, 2007.
22. Henao & Baanante, 2006.
23. Köhlin, 2006.
24. Chamberlin, Pender & Yu, 2006.
25. Certaines des différences entre les exemples de pays cités ici peuvent être le résultat de différences dans le niveau de désagrégation des données de densité de population, mais l'hétérogénéité peut être trouvée dans une grande variété de pays, indépendamment de la qualité des données.
26. Selon Ali (2006).
27. Joshi, Singh Birthal & Minot, 2006.
28. Ali, 2006.
29. Banque mondiale, 2007a.
30. Le PIB agricole en reais de 2000 (Instituto de Pesquisa Economica Aplicada (IPEA), 2006.
31. Banque mondiale, 2005j.
32. Aldana, 2006.
33. Banque mondiale, 2006f.
34. Banque mondiale, 2006e.
35. Ali, 2006 ; Dinham, 2003.
36. Delgado *et al.*, 1999.
37. De Haan *et al.*, 2001.
38. Banque mondiale, 2007b.
39. FAO, 2004d.
40. FAO, 2004d.
41. FAO, 2004d.
42. Belasco, 2006.
43. Bruinsma, 2003 ; FAO, 2006d ; Rosegrant *et al.*, 2006b.
44. Banque mondiale, 2006d.
45. Banque mondiale, 2007i.
46. Barreto *et al.*, 2006.
47. Sauven, 2006.
48. Description du cas de référence de l'IFPRI : le cas de référence du modèle de l'IFPRI est un scénario sans nouvelle politique planifiée. Il suppose un monde se développant dans les prochaines décennies comme il le fait actuellement, sans anticipation d'interventions délibérées qui requièrent des politiques nouvelles ou intensifiées en réponse aux développements projetés. Les projections de population sont tirées des projections de la variante médiane des Nations Unies (2004), avec une population mondiale passant d'un peu plus de 6,1 milliards en 2000 à plus de 8,2 milliards en 2050. La croissance économique suit généralement les postulats du scénario TechnoGarden de l'Évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (2005) mais avec des ajustements pour s'aligner sur les projections à moyen terme de la Banque mondiale. Les valeurs de la productivité agricole sont basées sur l'évaluation des écosystèmes pour le Millénaire (scénario TechnoGarden) et les récentes projections du rapport intermédiaire de la FAO à 2030-2050 (FAO, 2006d).
49. Les conditions de marché observées aujourd'hui sont supposées se poursuivre jusqu'en 2050. Les projections des besoins en eau, de l'expansion de la capacité infrastructurelle et de l'amélioration de l'efficacité de l'utilisation de l'eau sont conduites par IMPACT-WATER, un modèle de l'IFPRI. L'utilisation et la production d'énergie suivent en général le scénario de référence de 2004 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) - un scénario qui occupe une place centrale dans l'éventail de projections disponibles sur l'énergie. Les données des changements climatiques ont été développées par un travail collaboratif avec le modèle intégré d'évaluation du changement à l'échelle mondiale (IMAGE-2) de l'Agence néerlandaise d'évaluation environnementale et basé sur des données de sous-échelle de la *Climate Research Unit* de la University of East Anglia. Les impacts des changements climatiques du scénario de référence sont comparables à un scénario moyen comme le scénario IPCC-B2. Pour les simulations du monde de référence, la valeur moyenne de la sensibilité du climat du 3e rapport d'évaluation (une augmentation de 2,5°C de la température mondiale sur les 50 prochaines années) est utilisée, qui a été ajustée dans le rapport 2001 du Panel intergouvernemental sur le changement climatique (PICC) et fixé à 3,0°C (PICC, 2007a).
50. Rosegrant *et al.*, 2006b.
51. Cassman *et al.*, 2003.
52. Banque mondiale, 2007i.
53. Scherr & Yadav, 1996.
54. Sebastian, 2007.
55. Évaluation générale de la gestion de l'eau en agriculture, 2007 ; Évaluation internationale des sciences agronomiques et technologiques en faveur du développement (IAASTD), 2007 ; Programme des Nations Unies pour le développement, 2006.
56. Évaluation générale de la gestion de l'eau en agriculture, 2007.
57. Programme des Nations Unies pour le développement, 2006.
58. Banque mondiale, 2006t.
59. Évaluation générale de la gestion de l'eau en agriculture, 2007.
60. Programme des Nations Unies pour le développement, 2006.
61. Stern, 2006.
62. Banque africaine de développement *et al.*, 2007.
63. Parry, Rosenzweig & Livermore, 2007 ; Warren, 2006.
64. Estimations préparées par Warren (2006) for Stern (2006), basées sur le modèle intégré phytoclimatique et socio-économique développé par l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués. Ces résultats supposent un degré élevé d'adaptation, du commerce international et aucune fertilisation par le CO₂. Les estimations varient selon les scénarios de « rapport spécial sur les émissions » des émissions de gaz à effet de serre, le développement technologique, la croissance économique et les conditions socio-économiques, tels que développés par le PICC.
65. Darwin *et al.*, 1995, tel que mentionné dans Schmidhuber & Tubiello, à venir ; Fischer, Shah & Velthuisen 2002 ; Reilly *et al.*, 1996.

66. Fischer, Shah & Velthuizen, 2002, tel que mentionné dans Schmidhuber & Tubiello, à venir.

67. La Banque mondiale prévoit que les cours réels du brut diminueront de moitié entre 2006 et 2015. D'autres, comme l'Agence internationale de l'énergie, à Paris, pensent que les cours réels du brut resteront à un niveau proche du niveau actuel pour plusieurs décennies à venir.

68. Rosegrant *et al.*, 2006a.

69. Schmidhuber, 2007.

70. FAO, 2000.

71. U.S. Congressional Research Service, 2004.

72. U.S. Department of Agriculture (USDA), 2006.

73. Baffes, 2006.

74. U.S. Department of Agriculture : Economic Research Service, 2004.

75. U.S. Congressional Research Service, 2004.

76. Lucas, Jones & Hines, 2006.

77. Murray, 2007.

78. Cassman and others 2003; Reynolds and Borlaug 2006.

79. Bruinsma, 2003.

80. Cassman *et al.*, 2003.

81. Alexandratos, 2005.

82. Alexandratos, 2005.

Thème B

1. Les technologies actuelles utilisent des matières premières agricoles telles que le sucre et le maïs pour l'éthanol et la navette, le soja et l'huile de palme pour le biodiesel.

2. U.S. Department of Agriculture (USDA), 2007.

3. Garten Rothkopf (firme internationale de conseil), 2007.

4. Agence internationale de l'énergie (AIE), 2004 ; Garten Rothkopf (firme internationale de conseil), 2007.

5. Koplou, 2006.

6. Banque mondiale, 2007d.

7. U.S. Department of Agriculture (USDA), 2007.

8. Banque mondiale, 2007d.

9. Schmidhuber, 2007.

10. Banque mondiale, 2007d.

11. Les technologies liées à l'éthanol cellulosique peuvent résulter en bénéfices sociaux et environnementaux substantiels ; dans la plupart des cas, toutefois, si elles deviennent commercialement viables, ce ne sera pas avant 10 à 15 ans, étant donné qu'elles sont utilisées dans le cadre d'un projet pilote (AIE, 2004). Les technologies sont testées à l'échelle d'une usine pilote dans des phases individuelles mais ne sont pas intégrées. La mise à l'échelle du processus intégré pourrait prendre au moins une décennie.

12. U.S. Department of Agriculture (USDA), 2007.

13. U.S. Department of Agriculture (USDA), 2007.

14. Dans le pire des cas, l'acheminement de l'éthanol par camion depuis les états du Sud jusqu'aux villes côtières plutôt que l'essence par pipelines consommerait beaucoup plus d'énergie sous forme de diesel.

15. Farrell *et al.*, 2006; Hill *et al.*, 2006 ; Kartha, 2006 ; revue d'études citée dans Worldwatch Institute (2006) et Kojima, Mitchell & Ward (2006).

16. Koplou, 2006.

17. Commission des communautés européennes, 2006.

18. Turner *et al.*, 2007.

19. FBOMS (Fórum Brasileiro de ONGs e Movimentos Sociais), 2006.

20. Worldwatch Institute, 2006.

21. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (UNCTAD), 2006b ; Worldwatch Institute, 2006.

22. Kojima, Mitchell & Ward, 2006.

Chapitre 3

1. Dans ce chapitre, les ménages ruraux sont définis comme se trouvant dans les zones définies considérées comme « rurales » selon les critères spécifiques des pays (voir chapitre 2).

2. Le chapitre 2 a abordé plusieurs des biens publics qui déterminent partiellement le contexte rural (routes, accès au marché, environnement agroécologique) et affectent les retours sur actifs.

3. De Weerd, 2006 ; Krishna *et al.*, 2006; Larwanou, Abdoulaye & Reij, 2006.

4. Peters, 2006 ; Banque mondiale, 2006n.

5. Du, Park & Wang, 2005 ; Foster & Rosenzweig, 2004 ; Kijima & Lanjouw 2004 ; Lanjouw, 2007 ; Lokshin, Bontch-Osmolovski & Glinkaya, 2007 ; McCulloch, Weisbrod & Timmer, 2007.

6. Beegle, De Weerd & Dercon, 2006 ; De Weerd 2006 ; Krishna, 2006b ; McCulloch, Weisbrod & Timmer, 2007 ; Nargis & Hossain, 2006.

7. Davis *et al.*, 2007 ; Deichmann, Shilpi & Vakis, 2006 ; Hagblade, Hazell & Reardon, 2005.

8. Mansuri, 2007b ; Quisumbing, Estudillo & Otsuka, 2004.

9. Lucas, 1987 ; Mansuri, 2007b ; McCarthy *et al.*, 2006 ; Rozelle, Taylor & de Brauw, 1999.

10. Knight & Song (2003) pour la Chine et Banque mondiale (2006n) pour le Malawi. Les calculs pour le Mexique sont basés sur ENIGH (National Survey of Household Incomes & Expenditures, 2004).

11. Les exploitants agricoles commerciaux de grande échelle ne sont pas pris en compte, étant donné que ce chapitre se concentre sur les voies de sortie de la pauvreté.

12. Ces ménages ne sont pas nécessairement auto-suffisants et, parmi les fermiers de subsistance, il peut y avoir aussi bien des acheteurs nets que des vendeurs nets de nourriture (voir chapitre 4). La plupart de ces ménages pénètrent les marchés pour l'alimentation, la main-d'œuvre ou les biens manufacturés mais de manière plus limitée que les autres.

13. Notons que cette quantification ne reflète pas avec précision tous les aspects de la migration en tant que stratégie de subsistance, du fait que ceux qui ont migré ne sont pas repris dans les études. La classification capture les ménages qui sont restés mais qui tirent l'essentiel de leur revenu des transferts publics et privés. Nombre de ces ménages sont dirigés par des personnes âgées ou des femmes. En outre, pour ces ménages, la migration représente une stratégie clé de subsistance pour de nombreux jeunes instruits qui quittent les zones rurales.

14. La part de ménages diversifiés est, logiquement, plus élevée lorsque le travail agricole salarié, le travail non agricole salarié et le travail indépendant agricole sont considérés comme des sources de revenu distinctes.

15. Nous utilisons le terme « dualisme » pour souligner le contraste entre les activités.

16. <http://faostat.fao.org>.

17. Pourtant, au Ghana et au Nigeria, où la vaste majorité des fermiers sont orientés vers la subsistance, ces agriculteurs vendent une plus large part du total de la production commercialisée par tous les types de ménages (54 % et 32 %).

18. Deere, 2005 ; Dolan & Sorby, 2003 ; Newman, 2001 ; Zhang *et al.*, 2007. Voir aussi chapitre 9.

19. Les moyennes régionales ont été calculées en utilisant les études disponibles sur les ménages et la population active dans chaque région. Pour chaque pays, des études de 2000 ou de l'année la plus récente disponible ont été utilisées, et la population a été ajustée sur la population de 2000 (tel que stipulé par l'ONU). Les calculs pour l'Asie de l'Est et le Pacifique (EAP) excluent la Chine mais incluent : Cambodge, Fiji, Indonésie, Îles Marshall, Thaïlande, Timor-Leste et Vietnam, qui représentent 66 % de la population de l'Asie de l'Est en dehors de la Chine. L'Asie du Sud (SA) inclut : Afrique du Sud, Bangladesh, Bhoutan, Inde et Pakistan, qui représentent 97 % de la population de la région. L'Afrique subsaharienne (SSA) inclut : Angola, Bénin, Burundi, Burkina Faso, Cameroun, Cap-Vert, Tchad, République démocratique du Congo, Ethiopie, Ghana, Gambie, Kenya, Lesotho, Madagascar, Mozambique, Ouganda, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Sao Tomé-et-Principe et Zambie, qui comptent 55 % de la population de la région. L'Amérique latine et les Caraïbes (LAC) incluent : Bolivie, Brésil, Chili, Colombie, Costa Rica, Equateur, Guatemala, Guyane, Haïti, Honduras, Jamaïque, Mexique, Nicaragua, Pérou, Panama, Paraguay, République dominicaine et Salvador, représentant 85 % de la population de la région. Le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord (MENA) incluent : Egypte, Jordanie, Maroc et Yémen, qui représentent 47 % de la population de la région. L'Europe et l'Asie centrale (ECA) incluent : Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Ope and Central Asia (ECA) includes Albania, Bosnia & Herzegovina, Croatia, Kirghizistan, Macédoine, Pologne, Roumanie, Russie, Tadjikistan, Turquie et Ukraine, représentant 74 % de la population de la région. Voir Rapport sur le développement dans le monde 2008 Equipe 2007.

20. Katz, 2003 ; Lasterria-Cornhiel, 2006 ; Ramachandran, 2006. Notons que le travail indépendant agricole chez les femmes peut ne pas être correctement représenté par les études. Deere (2005), par exemple, aborde plusieurs raisons aux distorsions des chiffres en Amérique latine.

21. Barrett *et al.*, 2005 ; Haggblade, Hazell & Reardon, à venir ; Otsuka & Yamano, 2006.

22. Basé sur l'analyse de sondages sur les ménages de 66 pays (voir note 33 et Rapport sur le développement dans le monde 2008 Equipe 2007 pour les sources). Voir aussi Davis *et al.*, 2007 ; Reardon *et al.*, à venir.

23. de Brauw & Harigaya, à venir ; Macours & Vakis, 2006 ; Ratha & Shah, 2006 ; Rogaly & Rafique, 2003 ; Banque mondiale, 2005a.

24. Anríquez & Bonomi, 2007 ; Anríquez, 2003 ; Lohmar, Rozelle & Zhao, 2001 ; Banque mondiale, 2006s ; Banque mondiale, 2005a.

25. Otsuka & Yamano (2006) fournissent des données du Bangladesh, des Philippines et de Thaïlande.

26. Malgré la sélection, l'effet global de la migration sur le niveau d'éducation pourrait bien être positif, du fait de son rôle d'incitation positive (voir Stark, Helmenstein & Prskawetz, 1997, pour un modèle théorique et Boucher, Stark & Taylor, 2005, pour

des résultats empiriques du Mexique rural) et de l'utilisation des transferts d'espèces pour couvrir les frais de scolarité d'autres membres du ménage.

27. Anríquez & Bonomi, 2007.

28. de Janvry *et al.*, 2006 ; Gertler, Martinez & Rubio-Codina, 2006 ; Mansuri, 2007a ; Taylor & Mora, 2006 ; Yang, 2006 ; Yang & Choi, à venir.

29. Frankenberg, Smith & Thomas, 2003 ; Macours & Swinnen, 2006 ; Owen, 1966.

30. Jalan & Ravallion, 2002.

31. de Janvry & Sadoulet, 2006b ; Singh, Squire & Strauss 1986.

32. Les imperfections du marché du travail peuvent être dues au fait que les salaires sont trop élevés que l'équilibre compétitif garantissant un apport énergétique suffisant (Leibenstein 1986).

33. de Janvry, Fafchamps & Sadoulet, 1991 ; Von Braun, Hotchkiss & Innmink, 1989.

34. Bandiera & Rasul, 2006 ; Basu, 2006b ; Conley & Udry, 2004 ; Duflo, Kremer & Robinson, 2006 ; Foster & Rosenzweig, 1995.

35. Basu, 2006a ; Bourguignon & Chiappori, 1994 ; Carter & Katz, 1997 ; Goldstein & Udry, 2006 ; McPeak & Doss, 2006 ; Udry 1996 ; Udry *et al.*, 1995.

36. Baland & Platteau, 1996 ; McCarthy, 2004 ; Ostrom, 1990.

37. Duflo & Udry, 2004.

38. Les hommes ne travaillent toujours que trois quarts du temps que travaillent les femmes, reflétant les tâches ménagères assignées aux femmes (Newman, 2001).

39. Katz, 1995 ; Von Braun, Hotchkiss & Innmink, 1989 ; Von Braun & Webb, 1989 ; Warner & Campbell, 2000.

40. Hall & Patrinos, 2006 ; Banque mondiale, 2003i ; Zezza *et al.*, 2007.

41. Banque mondiale, 2003i.

42. Jayne *et al.*, 2006b. Toutefois, dans une étude sur l'Ouganda rural, de Walque (2004) suggère que cette tendance s'est inversée car les plus instruits ont semblé plus réactifs aux campagnes de sensibilisation et apprendre plus rapidement à se protéger. Néanmoins, la perte d'adultes actifs, même non qualifiés, peut entraîner une perte de connaissance dans la production de culture à forte valeur ajoutée (Yamano & Jayne, 2004). Jayne 2004).

43. Gillespie, 2006 ; Thirumurthy, Graff-Zivin & Goldstein 2005.

44. En analysant des données de 40 pays d'Afrique subsaharienne, Monasch et Boerma (2004) ont découvert que les orphelins du sida sont plus susceptibles de vivre en zone rurale dans certains pays mais pas dans d'autres.

45. Anríquez & Bonomi, 2007.

46. Andre & Platteau, 1998 ; de Janvry, Sadoulet & Finan, 2005 ; Otsuka & Yamano, 2006.

47. Benfica, 2006.

48. Lorsque la plupart des fermes sont petites mais que la plupart des terres sont couvertes par de grandes exploitations, le mode de distribution de la taille des fermes est faible tandis que le mode de distribution de l'ensemble de la terre agricole est beaucoup plus élevé, du fait de la bimodalité de la distribution. Cette bimodalité dans la distribution des terres a été initialement abordée par Johnston & Kilby (1975). Plus récemment, Vollrath (2007) a montré une solide relation négative entre l'inégalité en matière de terres et la productivité agricole.

49. Part of the apparent increase of small farms in Bangladesh is a result of a change in methodology in the agricultural census, as the 1977 census did not include plots below a minimum size threshold (Anríquez and Bonomi 2007).

50. Zezza *et al.*, 2007.

51. Ceci peut être induit par le fait que la taille de cette cohorte d'âge décline tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines. Le déclin dans les zones rurales n'est donc pas imputable à la migration vers les villes.

52. Boucher, Barham & Carter, 2005 ; De Ferranti *et al.*, 2004 ; Macours, de Janvry & Sadoulet, 2004 ; Rao & Walton, 2004.

53. Agarwal, 1994 ; Deere & Doss, 2006 ; Deere & León, 2003 ; Banque mondiale, 2005k.

54. Jacobs, 2002 ; Quisumbing *et al.*, 2001 ; Banque mondiale, 2006n.

55. Fafchamps, Udry & Czukas, 1998 ; Lybbert *et al.*, 2004 ; Rogg, 2006 ; Seré, 2006.

56. Davis *et al.*, 2007 ; Zezza *et al.*, 2007.

57. Fafchamps & Minten, 2002 ; La Ferrara, 2003 ; Munshi, 2003 ; Putnam, Leonardi & Nanetti, 1993 ; Banque mondiale, 2006s.

58. Agoua, Mercoiret & Ouikoun, 2000 ; Bernard *et al.*, 2006 ; Kaburie & Ruvuga, 2006.

59. de Janvry & Sadoulet, 2004 ; Society for Elimination of Rural Poverty (SERP), 2006.

60. Carter & Barrett, 2006 ; Dercon, 2004 ; Hoddinott, 2006 ; Lybbert *et al.*, 2004 ; McPeak, 2004.

61. Christiaensen & Sarris, 2007 ; Christiaensen & Subbarao, 2005 ; Dercon, Hoddinott & Woldehanna, 2005 ; González & Lopez, 2007 ; Krishna, 2006a.

62. Alderman & Paxson, 1992 ; Binswanger & Rosenzweig, 1993 ; Fafchamps & Pender, 1997.

63. Gaiha & Thapa, à venir ; Rasmussen, 2004 ; Santos, 2006.

64. Gaiha & Thapa, à venir.

65. Cavendish, 1999.

66. Alderman, Hoddinott & Kinsey, 2006 ; de Janvry *et al.*, 2006 ; Jensen, 2000 ; Thomas *et al.*, 2004.

67. Barrett, 2007 ; Behrman & Deolalikar, 1990 ; Dercon & Krishnan, 2000 ; Fafchamps, 1998.

68. Anríquez & Bonomi, 2007 ; Von Braun, 2003.

69. Berry & Cline, 1979 ; Carter, 1984. Tandis que certains arguent que les différences de qualité des terres ou des caractéristiques non observées de la parcelle peuvent expliquer partiellement la relation inverse (Assuncao & Braidó, à venir ; Benjamin, 1995) d'autres ont montré que la relation inverse persiste même après contrôle de la qualité de la terre et d'autres caractéristiques de la parcelle (Heltberg, 1998 ; Kimhi, 2006).

70. Feder, 1985 ; Kevane, 1996 ; Banque mondiale, 2003g ; Zimmerman & Carter, 2003. Les défaillances des marchés de l'assurance et du crédit coïncident souvent en raison des conditions sous-jacentes communes, telles que la dispersion spatiale, l'hétérogénéité, la saisonnalité et le risque covarié (Binswanger & McIntire, 1987 ; Binswanger & Rosenzweig, 1993).

71. Karp, 2007a.

72. De même, des compromis importants peuvent exister dans le cadre des politiques de consolidation des terres visant à réduire la fragmentation de l'exploitation d'un ménage en des petites parcelles multiples. Tandis que la consolidation peut faire baisser les

coûts de transaction, elle peut augmenter les risques (par exemple, les parcelles géographiquement séparées ont moins de chances d'être touchées par les mêmes maladies). En outre, les politiques de consolidation présentent un risque de capture par les élites et des mécanismes équitables et transparents de réallocation des terres à d'autres ménages peuvent être difficiles à élaborer et implémenter. Les politiques qui imposent une taille minimum de parcelle peuvent produire des distorsions importantes, et avoir un coût élevé en termes d'équité et d'efficacité (Vranken *et al.*, 2007).

Thème C

1. FAO, 2002.

2. FAO, 2006c.

3. Dérivée du bilan alimentaire - denrées produites par un pays, augmentées des denrées importées et de l'aide alimentaire, et diminuée des pertes, des quantités utilisées pour l'ensemencement et l'alimentation animale, et des quantités exportées -, la mesure est ajustée par un coefficient d'inégalité pour produire une estimation du nombre d'individus malnutris. Ainsi, elle capture une disponibilité alimentaire ajustée sur l'accès.

4. Les denrées de bases sont définies comme étant les céréales, légumineuses, racines et tubercules.

5. Sen, 1981.

6. Sanchez *et al.*, 2005.

7. Katz, 1994.

8. FAO, 2006c ; Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), 2007.

9. Alderman, 2005.

10. Ce terme illustre le fait que, sauf dans les cas sévères, l'impact de la carence en micronutriments est invisible, à la différence de la déficience énergétique, qui se traduit par des personnes de petite stature et en sous-poids.

11. <http://www.gainhealth.org>.

12. Darnton-Hill *et al.*, 2005.

Chapitre 4

1. Hayami & Godo, 2004.

2. OECD, 2006b.

3. OECD, 2006b.

4. Baffes & de Gorter, 2005.

5. Schiff & Valdés, 1992.

6. Tiré de Easterly, 2006.

7. Townsend, 1999.

8. Par contraste, les effets de la surévaluation ont été inclus dans les estimations de l'imposition nette pour les pays à vocation agricole et en mutation, où les primes des marchés noirs pour les devises étrangères étaient très élevées..

9. Les pays inclus dans l'analyse sont la Bulgarie, la Tchéquie, l'Estonie, la Hongrie, la Lituanie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie et la Slovénie.

10. Anderson, à venir.

11. Anderson & Martin, 2005 ; Bouët, 2006a ; Polaski, 2006. Inclure les estimations de l'imposition agricole intérieure augmenterait probablement les coûts. Bouët (2006b) a analysé 15 études évaluant l'impact d'une libéralisation complète des échanges, ce qui est indicatif des coûts des politiques actuelles. Alors que les estimations des coûts implicites diffèrent, les rôles relatifs des sources de distorsions et la répartition des coûts à travers les régions sont

similaires dans les études. Les coûts économiques implicites des politiques agricoles commerciales actuelles, en pourcentage des coûts de toutes les politiques commerciales, avaient une médiane de 66 % à travers 10 études ; selon l'estimation, 38 % des coûts étaient supportés par les pays en développement à travers les 15 études (estimation médiane) ; les politiques des pays en développement étaient responsables de 55 % de ces coûts à travers 8 études et, en moyenne, les tarifs étaient responsables de plus de 90 % des coûts des politiques agricoles commerciales à travers 4 études.

12. Le coût de 17 milliards \$ est une conversion au PIB et prix de 2005 de la part statique de l'estimation de 26 milliards \$ pour 2015 dans Anderson, Martin & van der Mensbrugge, 2006b. D'autres études fournissent des estimations supérieures ou inférieures (voir note 11).

13. Anderson, Martin & Valenzuela 2006 ; Francois, Van Meijl, & Van Tongeren, 2005 ; Hertel & Keeney 2005.

14. Anderson & Valenzuela, à venir.

15. Anderson, Martin & van der Mensbrugge, 2006a.

16. Baffes, 2007.

17. Anderson, Martin & van der Mensbrugge, 2006a ; FAO, 2005b.

18. Aziz *et al.*, 2001.

19. Baffes, 2005.

20. Anderson & Valenzuela, à venir.

21. Alston, Sumner & Brunke, 2007.

22. Panagariya, 2005 ; Tangerman, 2005.

23. Ashraf, McMillan & Zwane, 2005.

24. Anderson, Martin & van der Mensbrugge, 2006a.

25. Hertel *et al.*, 2007.

26. Ravallion & Lokshin, 2004.

27. Baffes & Gardner, 2003.

28. Ivanic & Martin, 2006.

29. Hertel & Reimer, 2005 ; Winters, 2002.

30. Minot & Goletti, 2000.

31. Ravallion, 1990.

32. Nicita, 2004.

33. Bussolo *et al.*, 2006 ; Isik-Dikmelik, 2006 ; Klytchnikova & Diop, 2006.

34. Martin & Ng, 2004.

35. Anderson, Martin & van der Mensbrugge, 2006a ; Martin & Andersonn 2006 ; Polaski, 2006.

36. Anderson, Martin & Valenzuela, 2006 ; Hertel & Keeney, 2005.

37. Anderson & Valenzuela, à venir.

38. Laborde & Martin, 2006.

39. Martin & Anderson, 2006.

40. Hertel *et al.*, 2007.

41. Staatz & Dembele, 2007 ; Banque mondiale, 2004c.

42. Banque mondiale, 2004c.

43. Banque mondiale, 2004c.

44. Baffes & Gardner, 2003.

45. Winters, 2006.

46. FAO, 2006b ; Winters, 2006.

47. Foster & Valdés, 2005.

48. Baunsgaard & Keen, 2005.

49. Banque mondiale, 2000a.

50. Les taxes à la consommation sont théoriquement plus efficaces que les taxes commerciales. Par exemple, le remplacement

d'une réduction de 1 % du taux tarifaire d'un bien de consommation finale, par une augmentation de 1 % de la taxe à la consommation correspondante sur le même bien fournit une illustration éloquent. Le prix pour le consommateur et les revenus fiscaux resteront inchangés, mais les prix seont plus proches de ceux des marchés mondiaux pour les producteurs nationaux.

51. Fonds monétaire international, 2005.

52. Banque mondiale, 2004b.

53. Ashraf, McMillan & Zwane, 2005.

54. Coady, Dorosh & Minten, 2007.

55. Binswanger, 1989 ; Schiff & Montenegro, 1997.

56. López & Galinato, 2006.

57. Fan, Sukhadeo & Rao, 2004.

58. Chand & Kumar, 2004.

59. Allcott, Lederman & López, 2006 ; Esteban & Ray, 2006.

60. Voir Bardhan (2002) pour des considérations sur les avantages et inconvénients de la décentralisation.

61. Lederman, Loayza & Soares, 2006.

Chapitre 5

1. Fafchamps, Minten & Gabre-Madhin, 2005.

2. Kohls & Uhl, 1985.

3. Shepherd, 1997.

4. Ces systèmes sont en cours d'implémentation par les bourses de produits agricoles du Kenya et du Malawi, les Systèmes d'information des marchés agricoles au Mozambique, et Manobi, qui étend ces activités au Burkina Faso, au Ghana, au Mali, en Tanzanie, en Ouganda et en Zambie (voir <http://www.manobi.sn/sites/?M=6&SM=20&IDP Presse=22>).

5. Fafchamps, Minten & Gabre-Madhin, 2005 ; Kleih, Okoboi, & Janowski, 2004 ; Temu & Msuya, 2004.

6. Gabre-Madhin & Goggin, 2005 ; Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), 2006a.

7. Le commerce sous contrats à terme et à terme normalisé en Inde fut limité à quelques produits (comme les oléagineux, le sucre et le coton) après la mise en place de restrictions sur les autres produits en 1952. Cette interdiction fut levée en 2004 pour 54 produits agricoles (Banque mondiale, 2005f) mais fut réintroduite pour le blé en 2006.

8. Narender, 2006 ; Sahadevan, 2005.

9. Une alternance bimensuelle fut mise en place pour le commerce à terme des graines de guarée, pois chiches, huile de soja, sucre de canne, gomme de guar et lentilles (Narender, 2006).

10. Dana, Gilbert & Shim, 2006 ; Dana, Gravelet-Blondin & Sturgess, 2007 ; Dorward, Kydd & Poulton, 2006.

11. Avalos-Sartorio, 2006 ; Hazell, Sheilds & Sheilds, 2005 ; Mitchell & Le Vallee, 2005.

12. Cummings, Rashid & Gulati, 2006 ; Dorward, Kydd & Poulton, 2006 ; Umali-Deininger & Deininger, 2001.

13. Dawe, 2001 ; Myers, 2006 ; Timmer, 2002.

14. Dorward, Kydd & Poulton, 2006.

15. Byerlee, Jayne & Myers, 2006.

16. Le Malawi, malgré qu'il possédait ces réserves, dérégla le commerce intérieur en imposant une interdiction d'exporter, qui dérégla à son tour les autres mesures de stabilisation des prix.

17. Banque mondiale, 2006p.

18. L'adoption généralisée de variétés de coton génétiquement modifiées dans les principaux pays producteurs, comme l'Austra-

lie, la Chine et les Etats-Unis, contribua largement aux augmentations substantielles de la productivité et de la production mondiale (Poulton, 2007).

19. Poulton, 2007.
20. Mayer & Fajarnes, 2005.
21. Au Cameroun, ceci mena à une « homogénéisation » des fèves de cacao exportées, l'essentiel de la marchandise étant classée « moyennement fermenté » alors que la haute qualité, classée « bien fermenté » est plus rare, ce qui a mené à une baisse des bonifications payées pour les fèves de haute qualité. *decline in the price premium paid on high-quality beans* (Tollens & Gilbert, 2003).
22. Baffes, Lewin & Varangis, 2005 ; Tollens & Gilbert, 2003.
23. KILLICAFE, une compagnie détenue par des agriculteurs, facilite la commercialisation et fournit de l'assistance technique aux membres pour améliorer la productivité et la qualité. Ses exportations de café fin dépassent 500 000 \$ par an. L'amélioration de la qualité a permis aux fermiers de percevoir une bonification de 70 % (www.technoserve.org/news/TZCoffeeSectorBrief.pdf).
24. Akiyama, Baffes & Varangis, 2001.
25. Akiyama *et al.*, 2003; Bonjean, Combes & Sturgess, 2003.
26. Akiyama, Baffes & Varangis, 2001 ; Shepherd & Farolfi , 1999.
27. Winter-Nelson & Temu, 2002.
28. Bonjean, Combes & Sturgess, 2003 ; Poulton, 2007 ; Tschirley, Zulu & Shaffer, 2004.
29. Poulton, 2007.
30. Bonjean, Combes & Sturgess, 2003.
31. Regmi & Gehlar, 2005.
32. CII-McKinsey & Co., 1997.
33. Enquête couvrant 78 marchés de gros traitant des mangues, des tomates, du curcuma et du maïs, dans le Tamil Nadu, Inde (Banque mondiale, 2007f).
34. Shilpi & Umali-Deininger, 2006.
35. Reardon & Berdegué, 2006.
36. Asociación Nacional de Tiendas de Autoservicios y Distribuidoras (ANTAD), 2005 ; Goldman & Vanhonacker, 2006 ; Reardon, Pingali & Stamoulis, 2006.
37. Voir Reardon & Berdegué (2002) pour l'Amérique latine, Berdegué *et alii* (2005) pour l'Amérique centrale, Dries, Reardon, & Swinnen (2004) pour l'Europe et l'Asie centrale, Schwentesius & Gómez (2002) pour le Mexique, Reardon & Farina (2002) pour le Brésil, et Weatherspoon & Reardon (2003) pour l'Afrique.
38. Reardon & Berdegué, 2006.
39. Berdegué *et al.*, 2005 ; Boselie, Henson & Weatherspoon 2003 ; Dries, Reardon & Swinnen, 2004 ; Natawidjaja *et al.*, 2006.
40. Des résultats similaires ont été obtenus au Costa Rica et au Brésil (Reardon & Berdegué, 2006).
41. Boselie, Henson & Weatherspoon, 2003 ; Dries & Reardon, 2005 ; Manalili, 2005.
42. Reardon & Berdegué, 2006 ; Reardon *et al.*, 1999.
43. Des vendeurs au détail modernes renseignaient aux clients leurs procédures pour garantir la salubrité des aliments pendant et après la crise de la grippe aviaire, qui redirigea largement les consommateurs vers les supermarchés, au détriment des marchés traditionnels de produits frais, à Ho Chi Minh Ville (Phan & Reardon, 2006).
44. Ces études se sont penchées sur les tomates au Guatemala (Hernández, Reardon & Berdegué, 2007), en Indonésie (Natawidjaja *et al.*, 2006) et au Nicaragua (Balsevich, Berdegué & Reardon, 2006) ; le chou fourrager au Kenya (Neven, Odera & Reardon, 2006) ; la laitue au Guatemala (Flores, Reardon & Hernandez, 2006) ; les guavas au Mexique (Berdegué *et al.*, 2006a) ; et les fruits et légumes frais en Chine (Wang *et al.*, 2006).
45. Berdegué *et al.*, 2003 ; Dries, Reardon & Swinnen, 2004.
46. Reardon & Timmer, 2006.
47. Reardon & Berdegué, 2002 ; Reardon & Timmer, 2006.
48. Flores, Reardon & Hernandez, 2006.
49. Par exemple, les exploitants d'arachides au Sénégal (Warning & Key, 2002), de volaille en Inde (Ramawami, Birthal & Joshi, 2006) et de maïs en Indonésie (Simmons, Winters & Patrick, 2005).
50. Balsevich, Berdegué & Reardon, 2006 ; Dries & Reardon, 2005 ; Hu *et al.*, 2004.
51. Gutman (1997) et Rodríguez *et alii* (2002) notent que, tandis que les petits magasins à orientation générale déclinaient rapidement, les magasins spécialisés dans les niches, en particulier les boulangeries et les magasins de poisson frais, de viande et de fruits et légumes se montrèrent plus aptes à soutenir la concurrence.
52. Mukherjee & Patel, 2005.
53. Xincheng et SanLu en Chine (Hu *et al.*, 2004), Homegrown au Kenya (Boselie, Henson & Weatherspoon, 2003), Konzum en Croatie (Dries, Reardon & Swinnen, 2004), Hortifruit en Amérique centrale (Berdegué *et al.*, 2003), et ITC en Inde (DeMaagd & Moore, 2006) sont quelques exemples de ces partenariats.
54. Minten, Randrianarison & Swinnen, 2006 ; Swinnen & Maertens, 2005.
55. Reardon & Berdegué, 2002.
56. Banque mondiale, 2005d.
57. Buzby, Frenzen & Rasco, 2001 ; Henson, 2006.
58. Unnevehr, 2003.
59. <http://www.eurepgap.org/Languages/English/about.html>.
60. Henson & Caswell, 1999 ; Jha, 2002 ; OECD, 2003 ; Wilson & Abiola, 2003.
61. Jaffee & Henson, 2004 ; Banque mondiale, 2005d.
62. Otsuki, Wilson & Sewadeh, 2001.
63. Calvin, Flores & Foster, 2003.
64. Les coûts de mise en conformité sont les coûts supportés par les gouvernements et acteurs privés pour satisfaire aux exigences de normes données sur un marché externe donné. Ils peuvent inclure des mises à niveau en matière de systèmes de surveillance ou d'inspection, des investissements pour des capacités de testage en laboratoire, des changements dans les processus ou technologies de production ou fabrication, des mises à niveau de l'infrastructure agricole ou industrielle et des coûts de certification.
65. Umali-Deininger & Sur, 2006 ; Banque mondiale, 2005c.
66. Voir Jaffee (2005) pour les épices indiennes, Minten, Randrianarison & Swinnen (2006) pour les légumes malgaches, Manarungsan, Naewbanij & Rerngjakrabhet (2005) pour les légumes thaïlandais et Dries, Reardon & Swinnen (2004) pour divers exemples en Europe de l'Est.
67. Maertens & Swinnen, 2006.
68. Banque mondiale, 2005f.
69. Banque mondiale, 2005d.
70. Le Fonds pour l'application des normes et du commerce fournit de la préparation de projet et des subventions aux projets pour les pays en développement cherchant à se mettre en confor-

mité avec les normes SPS et, par conséquent, à accéder au marché ou à préserver leur accès (The Standards and Trade Development Facility provides project preparation and project grants to developing countries seeking to comply with SPS standards and hence gain or maintain market access (Fonds pour l'application des normes et du commerce, <http://www.standardsfacility.org>).

71. « Bio » (ou biologique), pour les animaux, signifie qu'ils ont été élevés sans l'usage routinier aux antibiotiques et sans l'utilisation d'hormones de croissance. À tous les niveaux, l'alimentation bio est produite sans recours à des organismes génétiquement modifiés

72. Farnworth & Goodman, 2007.

73. Dimitri & Oberholtzer, 2006 ; Fédération internationale des mouvements d'agriculture biologique (IFOAM), 2006.

74. Farnworth & Goodman, 2007 ; Henson, 2006.

75. Becchetti & Costantino, 2006 ; Murray, Reynolds & Taylor, 2006 ; Utting-Chamorro, 2005.

76. Mendoza & Bastiaensen, 2003 ; Zehner, 2002.

77. Lernoud & Fonseca, 2004.

78. Henson, 2006.

79. Akiyama & Larson, 1994 ; FAO, 2004d.

80. Les exportations agricoles chinoises à forte valeur ajoutée ont presque doublé, passant de 4,2 milliards \$ en 1994, à 8 milliards en 2004, alors que les exportations d'aliments transformés a plus que triplé (de 2,6 à 8 milliards \$).

81. FAO, 2004d.

82. Henson, 2006.

Thème D

1. FAO, 2007b.

2. Banque mondiale, 2003f

3. Freeman & Estrada-Valle, 2003.

4. van der Meer, 2007.

5. Reardon, Henson & Berdegue, à venir.

6. Les produits agrochimiques agricoles englobent les herbicides, insecticides, fongicides et autres produits chimiques utilisés dans l'agriculture.

7. Mercier Querido Farina & dos Santos Viegas, 2003.

8. da Silveira & Borges, 2007.

9. Communiqué du Groupe ETC, 2005.

10. Tirole, 1998.

11. Murphy, 2006.

12. FAO, 2004b ; Organisation internationale du café, 2007 ; Organisation internationale du cacao (OIC), 2006 ; Vorley, 2003.

13. Morisset, 1998.

14. Banque mondiale, 2006v.

15. van der Meer, 2007.

16. <http://www.tetrapak.com>.

17. <http://www.danone.com> ; <http://www.grameen-info.org>.

18. <http://www.cocoasustainability.mars.com/News/article5.htm>.

Chapitre 6

1. Ayalew, Dercon & Gautam, 2005 ; Deininger & Jin, 2006 ; Place & Otsuka, 2002.

2. Alden-Wily, 2003.

3. Deininger, Ayalew & Yamano, 2006.

4. Chauveau *et al.*, 2006.

5. Burns, 2006.

6. Goldstein & Udry, 2006.

7. In cases of polygamy, wives beyond the first receive their own individual certificate.

8. Deere and León 2001.

9. Deininger and Castagnini 2006.

10. Khadiagala 2001.

11. Raju, Akella, and Deininger 2006.

12. Transparency International India 2005.

13. Government of Kenya 2004.

14. Lobo and Balakrishnan 2002.

15. World Bank 2007e.

16. Swinnen and Vranken 2006.

17. Deininger and Jin 2003.

18. Deininger and Chamorro 2004 ; Deininger and Jin 2007 ; Macours, de Janvry, and Sadoulet 2004.

19. Deininger, Ayalew, and Alemu 2006.

20. Cain 1981 ; Kranton and Swamy 1999 ; World Bank 2003h.

21. Nagarajan, Deininger, and Jin forthcoming.

22. Bardhan and Mookherjee 2006.

23. Bird and Slack 2004.

24. Banerjee & Iyer, 2005 ; Nugent & Robinson, 2002.

25. Appu, 1996 ; Deininger, 1999 ; Lutz, Heath & Binswanger, 1996.

26. Banerjee, Gertler & Ghatak, 2002.

27. Banque mondiale, 2007f.

28. Zeller, 2003.

29. Boucher, Carter & Guirking, 2006.

30. Sarris, Savastano & Tritten, 2004.

31. Boucher, Carter & Guirking, 2006.

32. Peck Christen & Pearce 2005.

33. Pearce *et al.*, 2005.

34. Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP), 2004.

35. Adams, Graham & Von Pischke, 1984.

36. Banque mondiale, 1989.

37. Coffey, 1998.

38. Cuevas & Fischer, 2006 ; Nair & Kloeppinger-Todd, 2007 ; Banque mondiale, 2007g.

39. Aeshliman, 2007.

40. Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP), 2006b.

41. Groupe consultatif d'assistance aux plus pauvres (CGAP), 2006a.

42. Nair & Kloeppinger-Todd, 2006.

43. Conning, 2005.

44. Fleisig & de la Peña, 2003.

45. de Janvry, McIntosh & Sadoulet, 2006.

46. Hess, 2003 ; Skees & Barnett, 2006.

47. Just, 2006.

48. McPeak, 2006.

49. McCord, Botero & McCord, 2005.

50. Hazell, 1992.

51. Sarris, Karfakis & Christiaensen, 2006.

52. Gine, Townsend & Vickery, 2006.

53. Les facteurs influençant la demande d'engrais sont abordés dans Kelly (2006).

54. Yanggen *et al.*, 1998.

55. Pour plus d'information sur la manière dont les risques affectent l'usage d'engrais, voir Anderson & Hardaker (2003p).
56. Morris, 1998.
57. Pour plus d'information sur les défis logistiques pour les distributeurs d'engrais, voir Gregory & Bumb (2006).
58. Jayne *et al.*, 2003 ; Kherallah *et al.*, 2002.
59. Plus d'initiatives en Afrique subsaharienne dans Minot *et alii* (2006) et Morris *et alii* (2007).
60. FAO, 2005a ; Centre international pour la fertilité des sols et le développement agricole, 2003.
61. Crawford, Jayne & Kelly, 2006.
62. Borlaug & Dowsell, 2007.
63. Kelly, Adesina & Gordon, 2003.
64. Duflo, Kremer & Robinson, 2006.
65. Van der Meer & Noordam, 2004.
66. Parmi d'autres initiatives appuyant les distributeurs d'intrants en Afrique, *Seeds of Development* (<http://www.sodp.org/>) et Capital agricole africain (<http://www.aac.co.ke/>).
67. Bramel & Remington, 2005.
68. Une association est une organisation sans but lucratif des services, de l'information et la représentation à ses membres. Dans certains pays, les organisations professionnelles se présentent comme des « sociétés » plutôt que comme des associations. Une coopérative est active dans les activités commerciales comme l'achat d'intrants ou la vente de la production de ses membres. Les bénéfices sont distribués aux membres proportionnellement aux volumes de transactions. Les coopératives jouissent d'un régime fiscal spécifique et sont souvent exemptes d'impôt.
69. Overseas Cooperative Development Council, 2007.
70. Mauget & Koulytchizky, 2003.
71. Banerjee & others, 2001.
72. <http://www.agro-info.net>.
73. Mercoiret, Pesche & Bosc, 2006.
74. Site web du Conseil national de développement laitier (<http://www.nddb.org>).
75. <http://www.juanvaldez.com/>.
76. Chen *et al.*, à venir ; Mercoiret, Pesche & Bosc, 2006 ; Stockbridge, 2003.
77. Bernard, de Janvry & Sadoulet, 2005.
78. Berdegué, 2001.
79. Berdegué, 2001.
80. Brock & McGee, 2004.
81. Hussi *et al.*, 1993.
82. En 1995, 20 % des coopératives du village n'étaient toujours pas libres de fixer les prix à la consommation et 13 % n'étaient pas libres de fixer celui à la production. 24 % des unions et 7 % des coopératives villageoises rencontraient des interférences dans le recrutement du personnel (Banque mondiale, Département de l'évaluation des opérations, 1998).
83. Collion & Rondot, 2001 ; Mercoiret, Pesche & Bosc, 2006.
84. Banque mondiale, 2006c.
5. Reynolds & Borlaug, 2006.
6. « Magie lente » fait ici référence aux gains, à long terme mais importants que génèrent les investissements dans la R&D (Pardey & Beintema, 2001).
7. L'adoption est élevée pour le blé, qui est une culture importante en Ethiopie.
8. Conseil inter-académique, 2004 ; Quisumbing, 1996.
9. Byerlee & Eicher, 1997.
10. CIMMYT, communication personnelle.
11. Falusi & Afolami, 2000 ; Nweke, Spencer & Lynman, 2002.
12. Centre du riz pour l'Afrique, communication personnelle, 2007 ; Kijima, Sserunkuuma & Otsuka, 2006.
13. Centre international d'agriculture tropicale (CIAT), 2006.
14. Joshi *et al.*, 1996.
15. Walker, 2007.
16. Joshi *et al.*, 1996 ; Walker, 2007.
17. Sperling, Loevinsohn & Ntabomvura, 1993 ; Walker, 2007.
18. Gollin, 2006.
19. Blackeslee, 1987.
20. La recherche de maintenance est également essentielle pour la productivité de l'élevage. En Afrique du Sud, les pertes d'animaux dues aux maladies sont étroitement liées aux dépenses de santé pour le bétail. Les études antérieures qui ne prenaient pas cette maintenance en compte concluaient à de faibles retours sur l'amélioration du bétail dans ce pays. Mais quand les effets de la maintenance sont inclus, les retours sur la recherche consacrée aux animaux d'élevage est d'environ 40 % (Townsend & Thirtle, 2001).
21. Stokstad, 2007.
22. Long & Hughes, 2001.
23. Voir <http://www.promusa.org>.
24. Kamuze, 2004.
25. Karamura *et al.*, 2006.
26. CIMMYT, 2006.
27. Lantican, Pingali & Rajaram, 2003.
28. Xu *et al.*, 2006.
29. Smale & Drucker, à venir.
30. Narrod & Pray, 2001.
31. Steinfeld *et al.*, 2006.
32. Thibier & Wagner, 2002.
33. Leksmono *et al.*, 2006.
34. Banque asiatique de développement, 2005 ; Dey *et al.*, 2000.
35. Fuglie *et al.*, 2002.
36. McGaw, Witcombe & Hash, 1997 ; Gibson, 2002 ; Publico 2006.
37. Banque mondiale, 2004h.
38. Pretty, 2006.
39. Voir <http://www.rolf-derpsch.com/siembradirecta.htm>.
40. Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR), 2006b.
41. Centre français de recherche agricole pour le développement international, 2006.
42. Angus, 2001.
43. Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR), 2006b.
44. Waibel & Pems, 1999.
45. Zeddies *et al.*, 2001.

Chapitre 7

1. Conway, 1999.
2. Evenson & Gollin, 2003.
3. Evenson & Rosegrant, 2003.
4. Voir site web : <http://www.indiastat.com>.

46. Conseil inter-académique, 2004.
47. CIRAD, 2006.
48. Voir site web : <http://www.icipe.org>.
49. Banque mondiale, 2006u.
50. Tripp, 2006.
51. Barrett, 2003.
52. Cette section se base largement sur Pardey *et al.*, 2007.
53. Alston *et al.*, 2000.
54. Plusieurs de ces études ne prennent pas en compte les retombées technologiques provenant d'autres pays (Maredia & Byerlee, 2000). Mais les études économétriques et méta-analyses incluant tous les programmes, fructueux ou non, et retombées affichent des taux de retour élevés (Alston *et al.*, 2000 ; Raitzer, 2003).
55. Pardey *et al.*, 2007.
56. Pardey *et al.*, 2007.
57. Beintema & Stads, 2006.
58. Alston & Pardey, 1993 ; Hayami, Kikuchi & Morooka, 1989.
59. Byerlee & Traxler, 2001 ; Maredia & Byerlee, 2000.
60. Alston, 2002.
61. Pardey *et al.*, 2007.
62. Gardner & Lesser, 2003 ; Pardey *et al.*, 2007.
63. Gisselquist, Nash & Pray, 2002.
64. Kremer & Zwane, 2005.
65. Sobel, 1996.
66. Masters, 2005.
67. Eicher, 2006.
68. Banque mondiale, 2005g.
69. Byerlee & Traxler, 2001.
70. Voir site web : <http://www.fontagro.org>.
71. Spielman, Hartwich & von Grebmer, 2006.
72. Pardey *et al.*, 2007.
73. En espagnol, « Produce » signifie « allez la ferme ! »
74. Kangasniemi, 2002.
75. L'Uruguay a voté une loi imposant un prélèvement au profit de la recherche agricole, renforcée par une contribution du secteur public à hauteur de 0,4 % (voir Allegri, 2002).
76. Ces cotisations sont viables pour les produits issus d'une chaîne étroite de fabrication ou de commercialisation ou lorsque les producteurs sont regroupés et bien organisés. Elles ne sont pas applicables aux denrées traditionnelles, comme le manioc.
77. Christiaensen & Demery, 2007.
78. Anderson, Feder & Ganguly, 2006.
79. Anderson, 2007 ; Qamar, 2002.
80. Singh, 2007.
81. Blackden *et al.*, 2006 ; Doss & Morris, 2001 ; Moore *et al.*, 2001.
82. Ekwamu & Brown 2005 ; Ellis *et al.*, 2006.
83. Sulaiman V. & Hall, 2002.
84. Cuéllar & Kandel, 2006 ; Uliwa & Fischer, 2004.
85. van den Berg & Jiggins, 2007.
86. Feder, Murgai & Quizon, 2004 ; Godtland *et al.*, 2004 ; Tripp, Wijeratne & Piyadasa, 2005.
87. Union internationale des télécommunications (ITU), 2006.
88. Muto, 2006.
89. Sullivan, 2005.
90. Lio & Liu, 2006.

Thème E

1. James, 2006.
2. FAO, 2004e ; Smale *et al.*, 2006.
3. Huang *et al.*, 2002 ; Qaimn, 2005.
4. Fok, Liang & Wu, 2005 ; Pemsil, Waibel & Gutierrez, 2005 ; Yang *et al.*, 2005.
5. Pray *et al.*, 2002 ; Sakiko, 2007 ; Smale *et al.*, 2006.
6. Gandhi & Namboodiri, 2006.
7. Une réduction du coefficient de variation des rendements, de 0,69 pour le coton conventionnel à 0,57 pour le coton transgénique, a été observée en Inde lors d'essais au champ (Qaim, 2003).
8. Bennett, Morse & Ismael, 2006 ; Gandhi & Namboodiri, 2006 ; Herring, 2007 ; Qaim *et al.*, 2006 ; Stone, 2007.
9. James, 2006.
10. Dans une étude de l'Institut international de recherche sur les politiques alimentaires, sur 15 pays en développement, le pipeline de la recherche publique pour les cultures vivrières transgéniques comportait 201 événements de transformation génétique dans 45 cultures différentes (Cohen, 2005). En outre, un partenariat public-privé (*Grand Challenges in Global Health Initiative*) mène des projets de recherche continus sur des cultures vivrières telles que la banane, le riz, le sorgho et le manioc, en vue d'augmenter leur teneur en micronutriments clés.
11. Huang *et al.*, 2005.
12. Le nombre d'années de vie est obtenu en multipliant le nombre de bénéficiaires par le nombre moyen d'années de vie supplémentaires projeté par bénéficiaire.
13. Stein, Sachdev & Qaim, 2006.
14. Byerlee, 1996.
15. Eicher, Maredia & Sithole-Niang, 2006.
16. Edmeades & Smale, 2006
17. Pingali, 2007 ; Spielman, Cohen & Zambrano, 2006.
18. Byerlee & Fischer, 2002 ; Pingali, 2007.
19. Spielman, Cohen & Zambrano, 2006.
20. Brookes & Barfoot, 2006 ; Conseil international pour la science, 2003 ; Task Force of the International Life Science Institute (ILSI) International Food Biotechnology Committee, 2001 ; The Royal Society ; 2002.
21. FAO, 2004e ; Sanvido *et al.*, 2006.
22. Pray *et al.*, 2006.
23. Les mouvements transfrontières d'OGM sont réglementés par le Protocole de Carthagène, dans le cadre de la Convention sur la biodiversité, mais il porte particulièrement sur les OGM vivants, comme les semences, destinés, entre autres, à la recherche et à la production commerciale.
24. Gruere & Bouët, 2006 ; Nielson & Anderson, 2001.
25. Bernauer, 2003.
26. Barrett & Brunk 2007.
27. Secrétariat du Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique, 2006.

Chapitre 8

1. Rosegrant & Hazell, 2001.
2. Des estimations suggèrent que l'amélioration du gémoplasme, principalement grâce à la révolution verte, a sauvé à peu près 80 millions d'hectares de terres dans les pays en développement au cours des années 1990 (Nelson & Maredia 2007).
3. Evaluation des écosystèmes du Millénaire, 2005.

4. Tiffen, Mortimore & Gichuki (1994) et Pagiola (1994) montrent que dans les régions de Kitui et Machakos, au Kenya, même des mesures de conservation coûteuses, comme le terrassement, ont été adoptées par des fermiers pauvres sans accès aux marchés structurés du crédit.
 5. Ruben & Pender, 2004.
 6. Jackson, 1993.
 7. Boserup, 1965 ; Tiffen, Mortimore & Gichuki, 1994.
 8. Cleaver & Schreiber, 1994 ; Place, Pender & Ehui, 2006.
 9. Messer, Cohen & Marchione, 2001.
 10. Evaluation générale de la gestion de l'eau en agriculture 2007 ; Hazell & Wood, à venir ; Sebastian, 2007.
 11. Evaluation des écosystèmes du Millénaire, 2005.
 12. Programme des Nations Unies pour le développement, 2006.
 13. Shah *et al.*, 2003.
 14. Evaluation générale de la gestion de l'eau en agriculture, 2007.
 15. Howe, 2002.
 16. Evaluation des écosystèmes du Millénaire, 2005.
 17. Evaluation générale de la gestion de l'eau en agriculture, 2007 ; Evaluation internationale des sciences agronomiques et technologiques en faveur du développement (IAASTD), 2007 ; Rockström & Barron, 2007.
 18. Feuillette, 2001 ; García-Mollá, 2000 ; Moench *et al.*, 2003.
 19. Evaluation générale de la gestion de l'eau en agriculture, 2007 ; Banque mondiale, 2006t.
 20. Banque mondiale, 2005h.
 21. de Wit & Stankiewicz, 2006.
 22. Banque mondiale, 2006l.
 23. Aw & Diemer, 2005.
 24. Banque mondiale, 2006o.
 25. Gulati, Meinzen-Dick & Raju, 2005.
 26. Dinar, 2007.
 27. Banque mondiale, 2006x.
 28. Un exemple de système d'automatisation des canaux est la technologie *Total Channel Control*, qui inclut des portes et autres structures de régulation, manoeuvrées à distance par un centre de contrôle informatique. Une caractéristique de cette technologie innovatrice est sa capacité à contrôler et mesurer les débits d'eau.
 29. Nayar & Aughton, 2007.
 30. Pongkijvorasin & Roumasset, 2007.
 31. Bastiaanssen & Hellegers, 2007.
 32. Molle & Berkoff, 2006.
 33. Backeberg, 2005 ; Kuriakose *et al.*, 2005 ; Programme de développement des Nations Unies, 2006 ; Banque mondiale, 2006x ; Zwarteveen, 1997.
 34. Banque mondiale, 2006x.
 35. Aw & Diemer, 2005 ; Saleth & Dinar, 2005.
 36. Banque mondiale, 2005h.
 37. Banque mondiale, 2003b.
 38. Banque mondiale, 2006l.
 39. Fond international pour le développement agricole (IFAD) 2001.
 40. Evaluation des écosystèmes du Millénaire, 2005.
 41. Fowler & Hodgkin, 2004 ; McNeely & Scherr, 2003.
 42. Heisey *et al.*, 1997.
 43. Banque mondiale, 2003d.
 44. Pingali & Rosengrant, 1994 ; Susmita, Meisner & Wheeler, 2007.
 45. Pretty, 2006.
 46. Pingali, Hossain & Gerpacio, 1997.
 47. Forss & Lundström, 2004 ; Forss & Sterky, 2000.
 48. Steinfeld *et al.*, 2006.
 49. Banque mondiale, 2005i.
 50. Gilbert *et al.*, 2006.
 51. FAO, 2007c.
 52. Gilbert *et al.*, 2006.
 53. Dixon, Gibbon, Gulliver, 2001.
 54. Scherr & Yadav, 1996.
 55. Bojo, 1996.
 56. Cohen, Shepherd & Walsh, 2005.
 57. Cohen, Brown & Shepherd, 2006.
 58. Banque mondiale, 2007h.
 59. Palmieri *et al.*, 2003.
 60. La surface de forêt dans les terres mosaïques est d'environ 16 % de la couverture de forêt totale en zones tropicales, comme calculé à partir de Banque mondiale (2007i).
 61. Banque mondiale, 2007i.
 62. Scherr & McNeely, 2006.
 63. Fan & Hazell, 2001.
 64. Banque mondiale, 2007i.
 65. Shively & Pagiola, 2004.
 66. Rudel, 2005.
 67. Banque mondiale, 2007h.
 68. Rockström & Barron, 2007.
 69. Nkonya *et al.*, 2007.
 70. McIntire, Bouzart & Pingali, 1992.
 71. ICRAF, communication personnelle, 2007.
 72. de Graaff, 1996 ; Helben, 2006 ; Reij & Steeds, 2003.
 73. Erenstein, 1999.
 74. Voir Tripp (2006) et Ruben & Pender (2004) pour des revues utiles.
 75. Pender, Place & Ehui (2006).
 76. Tripp, 2006.
 77. Gebremedhin, Pender & Tesfaye 2006.
 78. Fonds international pour le développement agricole (IFAD), 2005b.
 79. Uphoff, 2001.
 80. Jackson, 1993.
 81. Westermann, Ashby & Pretty, 2005.
 82. Knox, Meinzen-Dick & Hazell, 2002.
 83. Comme le montre une étude récente du Conseil scientifique du Groupe consultatif sur la recherche agricole internationale (CGIAR) (2006a), des options *win-win* plus puissantes seraient fugaces.
 84. Pagiola & Platais, à venir.
 85. Pagiola & Platais, à venir.
 86. Pagiola *et al.*, à venir.
 87. Tipper, 2004.
- Thème F**
1. Long *et al.*, 2007.
 2. Stern, 2006 ; Parry, Rosenzweig & Livermore, 2007.
 3. Estimations par Warren (2006), basées sur des données préparées par Parry *et al.*, 2004. Scénario sans l'effet fertilisant du CO₂.

4. Long *et al.*, 2007.
5. Les rendements des cultures sont particulièrement sensibles au stress thermique durant la floraison, de sorte qu'une petite augmentation de température, si elle survient pendant cette phase critique, peut avoir un impact beaucoup plus grand sur les rendements, ce qui n'est pas inclus dans les prévisions des modèles phytoclimatiques (Challinor *et al.*, 2006 ; Schlenker & Roberts, 2006).
6. Dasgupta *et al.*, 2007.
7. Pannel intergouvernemental sur les changements climatiques (PICC), 2007a.
8. Etude de 9 500 agriculteurs dans 11 pays africains, menée dans le cadre du projet « *Climate Change Impacts on and Adaptation of Agroecological Systems in Africa* », financé par le Fonds pour l'environnement mondial (GEF).
9. Maddison, 2006.
10. Des résultats très similaires sont fournis par une autre étude par le Centre pour l'économie et la politique environnementales en Afrique de 727 agriculteurs dans le bassin du Limpopo, en Afrique du Sud (Gbetibouo, 2006).
11. Kurukulasuriya *et al.*, 2006 ; Banque africaine de développement *et al.*, 2007.
12. Vergara *et al.*, à venir ; Vergara, 2005.
13. Arndt, Hazell & Robinson, 2000.
14. Institut international de recherche sur la prévision du climat (IRI) *et al.*, 2007.
15. Cette initiative a été financée par le Fonds des pays les moins développés et mise en oeuvre par le GEF.
16. Stern, 2006.
17. Stern, 2006.
18. Stern, 2006.
19. Panel intergouvernemental sur les changements climatiques (PICC), 2007b.
20. Banque mondiale (2007i), utilisant les données de Tomich *et alii* (2005). Ces estimations ne prennent en compte que les profits perdus des propriétaires terriens du fait de la conversion et supposent que la main-d'oeuvre déplacée peut retrouver de l'emploi au salaire courant.
21. Sathaye *et alii* (à venir), cité dans Banque mondiale (2007i).
22. Steinfeld *et al.*, 2006 ; Stern, 2006.
23. Banque mondiale, 2007i.
4. Cramer & Sender, 1999 ; Erlebach, 2006 ; Johnston, 1997 ; Sender, Oya & Cramer, à venir.
5. Deshingkar & Farrington, 2006.
6. Hurst, Termine & Karl, 2005.
7. Glinkskaya & Jalan, 2005.
8. Banque mondiale, 2003g.
9. Jarvis & Vera-Toscano, 2004.
10. Kochar, 1997.
11. Jayachandran, 2006.
12. Foster & Rosenzweig, 1994.
13. Sundaram & Tendulkar, 2007.
14. Dev, 2002.
15. Hurst, Termine & Karl, 2005, citant Olney *et al.*, 2002.
16. Hurst, Termine & Karl, 2005.
17. Valdés & Foster, 2006.
18. Hurst, Termine & Karl, 2005.
19. Pour le Brésil, le Mexique et le Nicaragua, voir Valdés & Foster (2006). Pour la Pologne, voir Banque mondiale (2001). Pour la Pologne, cette taxe s'applique également aux revenus urbains.
20. Ureta, 2002.
21. Jayaraman & Lanjouw, 1999 ; Otsuka & David, 1994.
22. Escobal, Reardon & Agreda, 2000 ; Jarvis & Vera-Toscano, 2004.
23. Valdés & Foster, 2006.
24. Valdés & Foster, 2006.
25. Haggblade, Hazell & Reardon, à venir.
26. Hurst, Termine & Karl, 2005.
27. Enquêtes sur le climat de l'investissement rural pour le Bangladesh, l'Indonésie, le Nicaragua, le Pakistan, le Sri Lanka et la Tanzanie disponibles sur : <http://iresearch.worldbank.org/InvestmentClimate/>.
28. Dans la lignée des évaluations des climats d'investissement de la Banque, les évaluations du climat de l'investissement rural collectent de l'information sur les entreprises rurales non agricoles et les obstacles majeurs à leur fonctionnement et développement.
29. Damiani, 2007.
30. Sundaram & Tendulkar, 2007.
31. Banque mondiale, 2004g.
32. Araujo, de Janvry & Sadoulet, 2002.
33. Hanson, 2005.
34. Hanson, 2005.
35. Dans le calcul des estimations, on suppose qu'en l'absence de migration, les taux de population naturelle des zones rurales et urbaines seraient égaux, fournissant ainsi une mesure conservatrice de la migration. La reclassification de zones rurales en zones urbaines n'a pas été prise en considération, bien qu'elle puisse être responsable d'une certaine part de l'urbanisation.
36. Voir, par exemple, Hoddinott (1994), Lanzona (1998), Li & Zahniser (2002), Matsumoto, Kijima & Yamano (2006) et Zhao (1999).
37. Quisumbing & McNiven, 2005.
38. McCulloch, Weisbrod & Timmer, 2007.
39. Otsuka & Yamano, 2006 ; Satterthwaite & Tacoli, 2003.
40. Banerjee & Newman, 1993.
41. Banque mondiale, 2007c.
42. Otsuka & Yamano, 2006.
43. Foster & Rosenzweig, 1993.

Chapitre 9

1. Mesurer la participation de la population active et assigner les travailleurs à un secteur ou une activité spécifique est difficile pour des raisons inhérentes au modèle d'activité des ménages. De nombreuses femmes se définiront comme ne faisant pas partie de la population active si elles considèrent leur activité ménagère comme étant leur principale activité, même si elles sont actives à la ferme ou dans le commerce du ménage. En outre, pour éviter une double comptabilisation, les statistiques ne prennent en compte que l'activité principale des travailleurs. La participation globale dans tout secteur d'activité ou type d'emploi est donc sous-estimée.

2. Cramer & Sender, 1999 ; Erlebach, 2006 ; Sender, Oya & Cramer, à venir.

3. Basu, 2006a

44. Gurgand, 2003.
45. Duflo, 2001.
46. de Brauw *et al.*, 2002 ; Du, Park & Wang, 2005 ; Kashisa & Palanichamy, 2006.
47. Fafchamps & Quisumbing, 1999 ; Jolliffe, 2004 ; Laszlo, 2004.
48. Orazem & King, à venir.
49. Cherdchuchai (2006) ; Quisumbing, Estudillo & Otsuka, 2004 ; Takahashi, 2006.
50. Kochar, 2000.
51. Hanushek & Woessmann, 2007 ; OCDE, 2004 ; Banque mondiale, 2006z.
52. Banque mondiale, 2005e.
53. Nishimura, Yamano & Sasaoka, à venir.
54. Rawlings & Rubio, 2005.
55. de Janvry & Sadoulet, 2006a ; Rugh & Bossert, 1998.
56. Ravallion & Wodon, 2000 ; Schady & Araujo, 2006 ; Schultz, 2001.
57. Les retraites non contributives en vigueur en Bolivie (BONOSOL) couvrent les zones urbaines et rurales.
58. Levy, 2007.
59. Edmonds, à venir, sur base de données des Enquêtes nationales à indicateurs multiples de l'UNICEF ; <http://www.childinfo.org/MICS2/MICSDataSet.htm>.
60. Ratha, 2005.
61. Alderman & Haque, 2006.
62. Clay, Riley & Urey, 2004.
63. Galasso, Ravallion & Salvia, 2004 ; Ravallion *et al.*, 2005.
64. Morton *et al.*, 2006.

Thème G

1. Edmonds & Pavcnink, 2005.
2. De & Dreze, 1999.
3. Chaudhury *et al.*, 2006.
4. Banque mondiale, 2006z.
5. De & Dreze, 1999.
6. Organisation des Nations Unies pour la culture, la science et l'éducation, 2006.
7. FAO & Unesco, 2003.
8. Johanson & Adams, 2004.
9. Johanson & Adams, 2004.
10. Johanson & Adams, 2004.
11. <http://www.oportunidades.gob.mx>.
12. FAO & Unesco 2003.
13. Muir-Leresche, 2003.
14. EARTH (*Escuela de Agricultura de la Región Tropical Húmeda*) University, au Costa Rica, une université à but non lucratif dédiée à l'enseignement des sciences agronomiques et de la gestion des ressources naturelles.
15. Juma, 2006.
16. Barrera, 2007.
17. Cette section s'appuie sur Saint (2007).
18. Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI), 2004.
19. Stads & Beintema, 2006.
20. www.saa-tokyo.org/english.
21. Eicher, 2006.
22. Eicher, 2006.

23. Organisation des Nations Unies pour la culture, la science et l'éducation, 2006.

Thème H

1. Hawkes & Ruel, 2006 ; Perry *et al.*, 2002.
2. Lipton & de Kadt, 1988.
3. Organisation mondiale de la santé (Bureau régional pour l'Afrique), 2006.
4. Mutero *et al.*, 2005 ; Snowden, 2006 ; Keiser *et al.*, 2005.
5. Amarcher *et al.*, 2004.
6. Mutero, McCartney *et al.*, Boelee 2006.
7. Snowden, 2006.
8. L'étude comparait les fermiers affichant des symptômes similaires à ceux du paludisme durant deux jours ou plus dans le même mois ou plus, à ceux sans symptômes ou des symptômes pendant 1 jour dans le mois (Girardin *et al.*, 2004).
9. Keiser, Singer & Utzinger, 2005.
10. van der Hoek, 2003 ; Mutero *et al.*, 2005.
11. Organisation mondiale de la santé (OMS), 2003.
12. Goldman & Tran, 2002.
13. Yanggen *et al.*, 2003 ; Cole, Carpio & León, 2000.
14. Les effets sur la santé de l'utilisation d'herbicides n'étaient pas significatifs dans les résultats de l'estimation. Cela peut être dû au nombre beaucoup plus élevé d'empoisonnements aux insecticides (Pingali, Marquez & Palis, 1994).
15. Pingali, Marquez & Palis, 1994 ; Rola & Pingali, 1993.
16. Hruska & Corriols, 2002.
17. Programme conjoint des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), 2006.
18. Binswanger, 2006.
19. Gillespie & Kadiyala, 2005
20. Staatz & Dembele, 2007.
21. Gillespie & Kadiyala, 2005.
22. Jayne *et al.*, 2006b.
23. Abbot *et al.*, 2005.
24. Gillespie, 2006.
25. Taylor, Latham & Woolhouse, 2001.
26. Coordinateur du système des Nations Unies sur la grippe et Banque mondiale, 2007.
27. Zinsstag *et al.*, 2007.
28. Banque mondiale *et al.*, 2006.

Chapitre 10

1. Gabre-Madhin & Haggblade, 2004.
2. FAO, 2006a.
3. Collier 2006 ; Staatz & Dembele, 2007.
4. Limao & Venables, 2001.
5. Institut international des études stratégiques (IISS), 2000.
6. Ndulu, 2007.
7. Staatz & Dembele, 2007.
8. Hayami & Platteau, 1997.
9. Diao *et al.*, 2003 ; Staatz & Dembele, 2007.
10. Pender & Nkonya, 2007.
11. Staatz & Dembele, 2007.
12. Algérie, Cisjordanie et Gaza, Egypte, Iran, Irak, Jordanie, Liban, Lybie, Maroc, Syrie, Tunisie et Yémen.
13. FAO, 2006a.
14. Vyas, 2007.

15. Vyas, 2007.
16. Banque mondiale, 2006m.
17. 80 % de la population, selon les définitions des pays, mais seulement 56 % selon la définition de l'OCDE basée sur la densité de population (De Ferranti *et al.*, 2005).
18. Wilkinson & Rocha, 2006.
19. *Comisión Económica de las Naciones Unidas para América Latina y el Caribe* (CEPAL), 2006; FAO, 2004c.
20. Farnworth & Goodman, 2007 ; Henson, 2006 ; Lyon, 2006.
21. Ravallion, Chen & Sangraula, 2007.
22. Berdegue *et al.*, 2006b.
23. De Ferranti *et al.*, 2004.
24. Martínez Nogueira, 2007.
25. Helfand & Levine, 2005.
26. Pichon, 2007.
27. Banque interaméricaine de développement, 2005.
28. Banque mondiale, 2005o.
29. Martínez Nogueira, 2007.

Chapitre 11

1. Voir Deininger & Feder, 1995 pour un historique des défis de gouvernance liés à la terre.
2. Goldstone *et al.*, 2005.
3. Herzog & Wright, 2006.
4. Julio Berdegue, communication personnelle, 2007.
5. Riikka Rajalahti & Willem Janssen, comm. pers., 2007.
6. Sabatier & Jenkins-Smith, 1993.
7. Ryan, 1999.
8. López & Galinato, 2006.
9. C. de Haan, communication personnelle, 2007.
10. Banque mondiale, 2003i.
11. Sharma, 2007.
12. Huppert & Wolff, 2002; Rinaudo, 2002; Wade 1982 & 1984.
13. BBC News, 2005 ; Fredriksson & Svensson, 2003.
14. Ackerman, 2004.
15. Olken, 2007.
16. Finan & Ferraz, 2005.
17. Work 2002.
18. Bahiigwa, Rigby & Woodhouse, 2005.
19. Brosio, 2000.

20. Bahiigwa, Mdoe & Ellis, 2005.
21. Lin, Tao & Liu, 2007.
22. Chattopadhyay & Duflo, 2004.
23. Banque asiatique de développement, 2004.
24. Faguet, 2004.
25. Hayward, 2006.
26. Zyl, Sonn & Costa, 2000.
27. Binswanger, à venir ; Binswanger & Nguyen, 2006.
28. Wassenich & Whiteside, 2004 ; Banque mondiale, 2005m.
29. OCDE, 2006a.
30. Le pourcentage serait plus bas si les données de décaissement (au lieu de celles des engagements) étaient utilisées. Toutefois, les données de décaissement disponibles sont incomplètes et non détaillées par secteur.
31. Blackie *et al.*, 2006 ; Chinsinga, 2007 ; Evans, Cabral & Vadjnal, 2006 ; Harrigan, 2003.
32. Voir <http://www.donorplatform.org>, <http://www.ruta.org>, et <http://www.neuchatelinitiative.net>.
33. Les SWAps visent à subsumer tous les financements substantiels en un seul programme politique et de dépenses sous la direction du gouvernement et à adopter des approches communes au sein du secteur (Foster, Brown & Naschold, 2000).
34. Mosley & Suleiman, 2007.
35. Banque mondiale, 2005b.
36. Banque mondiale, 2005b.
37. Alex McCalla, comm. pers., 2007.
38. Forum sur la coopération sino-africaine <http://www.fmprc.gov.cn/eng/> ; République populaire de Chine, 2006.
39. Raitzer, 2003.
40. Louwaars, 2007.
41. Oberthür, 2002.
42. Lele & Gerrard, 2003.
43. Banque mondiale, 2004a.
44. Winter-Nelson & Rich, 2006.
45. Lele & Gerrard, 2003 ; Raitzer & Kelley, à venir.
46. Stern, 2006.
47. http://www.g-8.de/n_n_92452/Content/EN/Artikel/_g8-summit/2007-06-07-g8-klimaschutz__en.html.
48. Unnevehr, 2004.
49. Stern, 2006.